

**Discours du Directeur général  
à la cérémonie de la Journée mondiale de l'alimentation  
Rome, 16 octobre 2008**

*Atteindre la sécurité alimentaire en temps de crise*

**Salle plénière, Siège de la FAO, Rome, 16 octobre 2009**

*Madame Margarita Cedeño de Fernández, Première Dame de la République dominicaine,*

*Monsieur Salvador Jiménez, Ministre de l'agriculture de la République dominicaine,*

*Monsieur Antonio Buonfiglio, Sous-Secrétaire d'État du Ministère des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne*

*Monsieur Enrique Iglesias, Secrétaire général du Sommet ibéro-américain, Son excellence Révérendissime Monseigneur Renato Volante, Observateur permanent du Saint-Siège auprès de la FAO,*

*Mesdames et Messieurs,*

Les événements des trois dernières années ont montré la fragilité de notre système alimentaire mondial. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, plus d'un milliard de personnes dans le monde souffrent de sous-alimentation. Cela veut dire que leur nombre a augmenté de 105 millions en un an et qu'une personne sur six dans le monde souffre quotidiennement de la faim. Cette récente aggravation de la faim n'est pas la conséquence d'une mauvaise récolte mondiale, elle résulte de la crise économique mondiale actuelle qui a amputé les revenus et les possibilités d'emploi des pauvres et considérablement réduit leur accès à la nourriture.

C'est la raison pour laquelle le thème *Atteindre la sécurité alimentaire en temps de crise* a été choisi pour la Journée mondiale de l'alimentation et TeleFood cette année.

*Mesdames et Messieurs,*

La crise actuelle est sans précédent dans notre histoire, à plusieurs égards.

Premièrement, elle vient juste après une flambée mondiale des prix des aliments de base, en 2007-2008.

La récente tendance à la baisse des cours mondiaux des produits alimentaires ne marque pas la fin de la crise alimentaire. En juillet 2009, en Afrique subsaharienne, 80 à 90 pour cent de tous les prix céréaliers dont la FAO suit l'évolution dans 27 pays restent supérieurs de plus de 25 pour cent à leur niveau d'avant la crise due à la flambée des prix alimentaires, il y a deux ans. En Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes, l'évolution des prix est suivie dans 31 pays au total et 40 à 80 pour cent de tous les prix céréaliers demeurent supérieurs de plus de 25 pour cent à leur niveau d'avant la crise alimentaire. Dans certains pays, les prix de certains produits sont restés à leur maximum de 2007. C'est notamment le cas pour le riz à Sri Lanka, au Myanmar, au Kenya et en Équateur, du mil et du sorgho au Burkina Faso, au Mali et au Niger et du blé en Bolivie et au Pakistan.

En outre, la production reste freinée par la hausse du coût des intrants, qui est de 176 pour cent pour les engrais, 75 pour cent pour l'alimentation du bétail et 70 pour cent pour les semences. Ces augmentations rendent plus difficiles les investissements agricoles.

Deuxièmement, cette crise est sans précédent. Les pays en développement étant plus intégrés, sur les plans commercial et financier, dans l'économie mondiale, une baisse de la demande ou de l'offre mondiale et un resserrement du crédit ont des répercussions immédiates sur ces pays.

Troisièmement, comme il s'agit d'une crise générale, les mécanismes qu'utilisent habituellement les gouvernements et les ménages pour faire face aux chocs économiques sont mis à rude épreuve. La dévaluation monétaire n'est pas une solution viable. Selon le FMI, les investissements étrangers directs enregistreront une baisse de 32 pour cent en 2009. La diminution des emplois dans les zones urbaines risque d'obliger les personnes qui cherchent un travail à revenir dans les zones rurales.

Les envois de fonds des travailleurs émigrés, qui atteignaient environ 300 milliards de dollars EU en 2008, pourraient accuser une baisse de 5 à 8 pour cent en 2009. L'aide étrangère aux 71 pays les plus pauvres devrait diminuer d'environ 25 pour cent. Les familles rurales n'ont plus d'actifs à vendre pour éviter une baisse de la consommation et elles ne peuvent plus emprunter. Pour compléter ce sombre tableau, le volume des échanges internationaux devrait accuser un recul de 5 à 9 pour cent, et on s'attend à un fléchissement des prix des produits exportés par les pays en développement en 2009.

*Mesdames et Messieurs,*

Les facteurs structurels qui ont été à l'origine de la première crise en 2007-08 sont toujours présents. La productivité agricole est faible. Le taux de croissance démographique reste élevé dans nombre des pays qui sont les plus exposés à l'insécurité alimentaire. L'accès à l'eau et les régimes fonciers posent des

problèmes majeurs. La fréquence des inondations et des sécheresses est supérieure aux moyennes à long terme.

Il nous faut agir immédiatement.

À court terme, des filets de sécurité et des programmes de protection sociale doivent être mis en place ou améliorés pour que les populations les plus vulnérables puissent en bénéficier. Ces dispositifs peuvent prendre la forme de programmes sélectifs de distribution alimentaire, de systèmes d'allocations en espèces, de programmes d'alimentation scolaire et de nutrition maternelle et infantile, ou encore de programmes d'embauche. Nous devons faire en sorte que les petits exploitants puissent accéder à des semences de qualité supérieure, aux engrais, aux outils et au matériel agricoles. Cela contribuera à améliorer la sécurité alimentaire de la majorité des petits exploitants qui n'ont pas une production vivrière suffisante pour couvrir leur propre consommation et doivent donc acheter des denrées.

À moyen et à long termes, il faut investir davantage dans l'agriculture, du fait de l'insuffisance des investissements des vingt dernières années, principal facteur empêchant les pays en développement de réagir comme il convient lorsqu'il faut produire plus.

L'agriculture des pays en développement a besoin d'investissements de 44 milliards d'USD par an sous forme d'aide publique au développement pour aider les agriculteurs.

La part de l'agriculture dans l'aide publique au développement est tombée de 17 pour cent en 1980 à 3,8 pour cent en 2006 et elle est maintenant de l'ordre de 5 pour cent. Le sous-investissement dans l'agriculture est l'une des causes

profondes de la récente crise alimentaire mondiale et des difficultés qu'ont la majorité des pays en développement à y faire face.

Dix-sept pour cent de l'APD est le niveau d'investissement qui a sauvé l'Asie et l'Amérique latine d'une famine imminente dans les années 70. Il nous faut aujourd'hui des ressources analogues pour nourrir plus d'un milliard de personnes qui souffrent de la faim et faire en sorte que la population de la planète, qui devrait atteindre plus de neuf milliards d'habitants en 2050, puisse alors manger à sa faim. De même, les pays en développement doivent consacrer la part nécessaire de leurs budgets nationaux à l'investissement dans l'agriculture et le développement rural, conformément à la contribution du secteur au PIB national, à la création d'emplois et aux recettes d'exportation.

Ce montant d'APD de 44 milliards d'USD qu'il nous faut consacrer au développement de l'agriculture est très faible par rapport aux 365 milliards d'USD dépensés en 2007 à l'appui de l'agriculture dans les pays riches, aux 1 340 milliards d'USD dépensés chaque année dans le monde pour les armements et aux sommes inimaginables qui ont été mobilisées très rapidement en 2008-2009 pour soutenir le secteur financier.

*Mesdames et Messieurs,*

Heureusement, il y a certains signes encourageants. Le premier est le changement de politique en faveur d'un accroissement de la production de la petite agriculture dans les pays en développement à déficit vivrier. La Déclaration commune sur la sécurité alimentaire mondiale faite à la réunion du G8 qui s'est tenue du 8 au 10 juillet à l'Aquila, contenait une décision de mobiliser 20 milliards d'USD sur trois ans pour une stratégie globale axée sur les petits exploitants. Cette orientation, que la FAO préconise depuis des années,

est vraiment une bonne nouvelle, et on espère que cette annonce de contribution se traduira effectivement par une action concrète. Le deuxième signe encourageant est le progrès fait par de nombreux pays en matière d'élimination de la faim. Le Ghana, le Malawi, le Mozambique, l'Ouganda, le Viet Nam, la Thaïlande et la Turquie ont sensiblement réduit le nombre de personnes sous-alimentées sur leur territoire pendant les cinq années écoulées. Cela signifie que nous savons ce qu'il faut faire et selon quelles modalités. En général, les programmes, projets et plans existent et attendent simplement la volonté politique et les ressources nécessaires pour devenir opérationnels.

Depuis le lancement de l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires, en décembre 2007, la FAO a mobilisé au total 389 millions d'USD pour des projets dans 93 pays. Environ 285 millions d'USD ont été financés par l'Union européenne dans le cadre du programme de la Facilité alimentaire.

*Mesdames et Messieurs,*

En plus de l'aide publique au développement, des mécanismes de financement novateurs devront aussi être trouvés. Par exemple, les envois de fonds des travailleurs émigrés méritent l'attention de la communauté internationale. Sur les 300 milliards d'USD déjà mentionnés, qui ont été renvoyés par les travailleurs expatriés en 2008, le FIDA estime que chaque année entre 30 et 60 milliards d'USD sont utilisés comme épargne et investissement formel et informel, principalement dans les zones rurales, y compris pour des activités non agricoles. Il faut donc, même si on observe une réduction cette année, mettre au point des mécanismes politiques et institutionnels appropriés pour renforcer la rentabilité des investissements qui portent sur un volume de ressources aussi considérable, pour promouvoir la sécurité alimentaire, l'agriculture et le développement rural.

Les gouvernements nationaux et les administrations locales des pays développés comme des pays en développement devraient soutenir et compléter ce type d'investissement privé. Des partenariats entre les administrations locales seront aussi nécessaires, sachant que plus de la moitié de la population mondiale vit déjà dans des zones urbaines. On prévoit qu'en 2020, il y aura dans les pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine environ 75 pour cent des habitants des villes et huit mégalo-poles de plus de 20 millions d'habitants, sur les neuf qui existeront alors dans le monde.

C'est pourquoi nous devons insister davantage sur les pratiques agricoles urbaines et périurbaines dans les villes et autour des villes qui sont en concurrence pour l'utilisation de la terre, de l'eau, de l'énergie et de la main-d'œuvre, en vue de contribuer à satisfaire les besoins des populations urbaines, par l'horticulture, l'élevage, la production laitière et fourragère, l'aquaculture et la foresterie.

*Mesdames et Messieurs,*

Il existe aussi toute une série de problèmes fondamentaux qui doivent être résolus, tels que la gouvernance. Le système de gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale est inefficace et ne bénéficie pas de la coordination nécessaire pour faire à la crise alimentaire actuelle et aux défis nouveaux qu'il faudra relever à l'avenir. La réforme actuelle du Comité de la sécurité alimentaire mondiale est vraiment l'occasion de renforcer ce Comité et de le rendre plus efficace et plus efficient en tant que fondement d'un partenariat mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

*Mesdames et Messieurs,*

La crise offre l'occasion de restructurer des économies nationales et d'engager un processus de développement positif et durable.

La Semaine et la Journée mondiales de l'alimentation 2009 nous donnent une possibilité de réfléchir ensemble aux niveaux de sous-développement et d'insécurité alimentaire, ainsi qu'aux souffrances humaines qu'ils infligent. Nous disposons des connaissances requises pour lutter contre la faim. Nous sommes aussi capables de trouver de l'argent pour résoudre des problèmes lorsqu'ils nous paraissent importants et la récente crise financière mondiale en est la parfaite illustration.

J'espère que le Sommet mondial des chefs d'État et de gouvernement sur la sécurité alimentaire qui se tiendra les 16, 17 et 18 novembre, parviendra à un large consensus sur l'élimination totale et rapide de la faim dans le monde, décidera d'accroître la part de l'agriculture dans l'aide totale au développement en la ramenant à son niveau de 17 pour cent de 1980 et mettra en place une gouvernance efficace de la sécurité alimentaire mondiale.

Je vous remercie de votre aimable attention.